

4 Économie

Agoa / Trois questions au... ministre du Commerce, Gabriel Tchango

" Nous sommes prêts à 80 %"

Propos recueillis par I. M'B.
Libreville / Gabon

Le ministre du Commerce, des PME/PMI, de l'Artisanat et du Développement des services, Gabriel Tchango, rentre des États-Unis où il a rencontré des personnalités diplomatiques et des experts au sujet du Forum de l'Agoa d'août 2015. Il dresse ici les points saillants de ses travaux avec ses interlocuteurs. Lecture.

L'union : Vous rentrez d'une mission aux États-Unis. Quel en était l'objet et quelle a été la teneur de vos entretiens avec les diplomates africains que vous avez rencontrés ?

M. Gabriel Tchango : Vous savez que le Gabon a été porté à la présidence de l'Agoa en 2014 par ses pairs. Les ambassadeurs africains accrédités aux USA ont choisi le Gabon pour abriter le 14ème forum Agoa. Il était normal que nous fassions le point, à quelques semaines de cet événement. Nous avons été amenés à faire une présentation à mi-parcours de la situation Agoa. Notamment les faits relatifs à l'organisation à Libreville de ces grands moments d'échanges et de

partage. De plus, nous allons vers un nouvel Agoa. L'actuel, qui court de 2000 à 2015, va prendre fin à sa date anniversaire au mois de septembre. Les ministres de Commerce africains et les ambassadeurs d'Afrique aux USA ont sollicité un nouvel Agoa, d'au moins 15 ans, sinon plus. Finalement, le Sénat américain et le président Obama ne nous en ont concédé que 10.

Dans tous les cas, nous avons aussi à nous concerter sur cette question-là, car le nouvel Agoa comporte des contraintes. Nous avons alors invité les experts et les ambassadeurs africains à travailler autour du nouvel Agoa, afin d'avoir une visibilité. De cette concertation, il s'est dégagé des recommandations que nous allons faire nôtres, lors du 14ème Forum de Libreville. Lesquelles recommandations vont être débattues.

Quelles étaient les principales préoccupations des ambassadeurs et des experts et quelle a été la réponse de la présidence de l'Agoa ?

Il faut dire que je ne pouvais, moi, que faire le compte rendu à mi-parcours du 14ème forum que nous allons abriter à Libreville. Sur les plans administratif et technique. Lors des travaux préparatoires de



Photo : Arisfide Moussavou

Le ministre du Commerce, Gabriel Tchango.

l'Agoa de Libreville, nous ne travaillons pas seuls. La partie américaine y est associée et régulièrement informée de l'évolution du dossier. Nous avons rassuré les ambassadeurs et les experts que nous sommes en phase avec les partenaires. Nous avons signifié à nos interlocuteurs que nous avons eu plusieurs rencontres avec les délégations qui sont parties des USA, travaillé avec les experts désignés pour conduire l'Agoa au Gabon. Sans compter les travaux du bureau national. Il fallait donc brosser un aperçu de la situation dans sa globalité aux ambassadeurs, aux experts et même à l'Union africaine.

A un mois de l'organisation de

l'Agoa, existe-t-il encore des zones d'ombre à éclaircir, des freins à lever ?

Dans toute organisation du monde, il y a toujours de petites imperfections à corriger. Aujourd'hui, nous nous situons dans les 80% en ce qui concerne le taux de réalisation de nos tâches. Je pense que l'objectif global est à pareil moment pratiquement atteint. Certes, il y a des petits réajustements que nous allons corriger de commun accord avec le partenaire américain, l'Union africaine et les autres États africains qui sont environ 39 pays.

Du point de vue des participants gabonais, des entreprises locales et des artisans, reprenez que le travail que nous sommes en train de faire est un travail aux déclinaisons multiples; notre département ministériel est plutôt dans la transversalité avec les autres administrations. Toutes les administrations sont représentées, y compris la Chambre de Commerce qui, elle, va vulgariser auprès des partenaires au développement; c'est-à-dire les entreprises, le secteur privé.

A ce niveau-là, je pense que le travail a été bien fait. Il est en train de s'activer dans le sens de la vulgarisation de l'Agoa pour que tout un chacun y soit impliqué. Surtout les partenaires sociaux et économiques.

Protocole commun du peuple africain/21e session de la Conférence des parties

Les questions de changements climatiques au cœur des préoccupations



Photo : MZM

Les officiels lors de la cérémonie d'ouverture du forum



Photo : MZM

Les acteurs étatiques et non étatiques de la sous-région de la Cémac.

MZM
Libreville/Gabon

Placé sous le haut patronage du président en exercice de la Conférence des juridictions constitutionnelles, Marie-Madeleine Mborantsuo, ces assises sous-régionales (Cémac) doivent déboucher sur des compromis dans les politiques de lutte contre les changements climatiques lors de la COP21

PLACÉ sous le haut patronage du président en exercice de la Conférence des juridictions constitutionnelles, Marie-Madeleine Mborantsuo, ces assises

sous-régionales (Cemac) sur la position commune de la société civile et des parlementaires panafricains pour la Cop 21 se sont achevées hier à Libreville. A cet effet, plusieurs recommandations ont été prononcées, avec notamment l'objectif de "maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C".

Deux jours durant, les experts ont fait preuve d'abnégation, de professionnalisme et surtout d'un engagement scientifique et technique afin d'aboutir à une position commune qui montre à suffisance toute la détermination de

l'Afrique à parvenir à un accord contraignant à Paris. Au cours de cette réunion, les délégués ont pris en compte les problèmes de l'éco-sécurité et de l'immigration climatique liée au conflit dans la région du lac Tchad...

A l'issue de ce forum un document de base dit " Déclaration de Libreville", a été adopté par l'ensemble des participants, ainsi que plusieurs recommandations adressées aux acteurs qui sont intervenus au premier plan de ces assises. Il a donc été recommandé de poursuivre le soutien au Réseau des Organisations

de la Société Civile pour l'Economie Verte en Afrique centrale (ROSCEVAC) pour qu'il joue pleinement leur rôle dans la sous région avant, pendant et après Paris, d'initier une réflexion destinée à la mise en place d'un large partenariat au sein de la CEEAC et autour des compétences de l'AGEOS, poursuivre le soutien aux Etats dans la mise en œuvre des systèmes nationaux de l'économie verte, comme stratégie de lutte contre les changements climatiques, prendre en charge les responsabilités des organisations des acteurs non étatiques (CEFDHAC et les

réseaux affiliés, ROSCEVAC, REACEV, GEAC et le réseau des juristes) pour leur participation à la COP 21 aux côtés des Etats et associer les résultats de ce Forum avec ceux obtenus par des initiatives coordonnées par les autres organisations sous régionales (COMIFAC, CEFDHAC, etc.).

Ceci en vue d'une meilleure exploitation dans le cadre des préparatifs de la session Extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC sur les changements climatiques en vue de la position commune de l'Afrique centrale face à la COP 21.

Brèves

Banque mondiale/Nigeria. La présidence nigérienne va recevoir un emprunt de la Banque mondiale d'un montant d'environ 1 327 653 milliard de FCFA. Cette somme servira à la reconstruction du nord-est du pays, dévasté depuis six ans par le groupe islamiste armé Boko Haram. Ce prêt servira aussi à réinstaller les populations ayant quitté la région pour fuir les exactions. Outre la reconstruction de la région en termes d'infrastructures, la priorité doit aussi être donnée à la réinstallation des personnes déplacées, qui sont aujourd'hui plus d'un million.

Allianz France/Afrique. Allianz France vient d'investir un montant d'environ 26,238 milliards de FCFA dans un fonds dédié au financement des infrastructures en Afrique. Géré par Méridiam, société française spécialisée dans l'investissement et la gestion d'actifs dans les infrastructures, cette opération est réalisée en fonds propres avec Allianz Capital Partners, le gestionnaire d'actifs du groupe d'assurance, spécialisé dans les investissements en infrastructures. Méridiam dispose, selon la filiale française de l'assureur allemand, d'une expertise dans la gestion du risque politique et de solutions d'assurance adaptées par l'intermédiaire de Miga, entité de la Banque mondiale et d'Euler Hermes, société d'assurance-crédit du groupe Allianz.

Eurobond/Ghana. Selon le vice-ministre des Finances, Cassiel Ato Forson, le Ghana aurait revu à la hausse le montant du nouvel eurobond qu'il compte émettre en septembre prochain. Au lieu des " 632,216 milliards de FCFA" initialement prévus, l'Etat ghanéen compte désormais émettre un nouvel eurobond d'un montant estimé à 948,324 milliards de F CFA. Les raisons du redimensionnement de cet eurobond qui servira à financer le budget et à rembourser une partie de la dette extérieure du pays, n'ont pas été précisées. Un haut responsable gouvernemental a, cependant, révélé dans ce cadre à l'agence Reuters que la révision à la hausse du montant de l'eurobond a été approuvée par le Fonds monétaire international (FMI).

Rassemblées par MZM

CHANGEMENTS

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 22/07/2015

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,0902	1USD =	601,685	1 USD	638,269
CAD	1,4167	1CAD =	463,018	1 CAD	487,208
JPY	134,9800	1JPY =	4,860	100 JPY	505,346
GBP	0,6982	1GBP =	939,497	1 GBP	977,982
CHF	1,0482	1CHF =	625,794	100 CHF	65486,76
ZAR	13,4922	1ZAR =	48,617	100 ZAR	5055,63
MAD	10,7038	1MAD =	61,283	1MAD	63,73
CNY	6,7695	1CNY =	96,899	1CNY	99,81

INDICES BOURSINIERS

	en date du	
CAC 40	22/07/2015	5080,65
DOW JONES	22/07/2015	17919,29

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
22-juillet : 56,53